

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/HaitiQuels-sont-les-enjeux>

HaïtiQuels sont les enjeux ?

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : dimanche 7 novembre 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Première partie : Aristide

« Notre mission sera d'aider les Haïtiens à poursuivre leur cheminement vers un avenir meilleur. Les États-Unis seront aux côtés du gouvernement haïtien et des Nations Unies tout au long du processus » Barack Obama, [« Why Haiti Matters »](#) « M. Bernard Kouchner effectuera un déplacement en Haïti [...qui] permettra de renouveler la solidarité active de la France en faveur de ce pays. Il importe que ces élections soient libres, transparentes et équitables » [Communiqué](#) de l'ambassade France en Haïti

« Le Canada appuie depuis longtemps la mise en place de processus électoraux démocratiques, transparents et équitables en Haïti. Des institutions démocratiques fortes et une saine gouvernance sont essentielles pour assurer le succès de la reconstruction en Haït » Bev Oda, [ministre canadienne de la Coopération internationale](#).

Les « amis » d'Haïti

Les élections haïtiennes qui se tiendront le 28 novembre donnent lieu à une triste mascarade mettant en vedette les « amis » d'Haïti. Ce genre d'ami qui, sous les feux de la rampe vous tend la main, mais dès qu'il quitte la scène vous menotte.

Fidèles à leur tradition orwelienne du double langage, les représentants des gouvernements étasunien, français et canadien, entre autres, se sont relayés pour clamer leur désir profond de promouvoir la démocratie en Haïti. Déclaration pour le moins sordide si l'on connaît ne serait-ce qu'une fraction de l'histoire de la « perle des Antilles », première république indépendante en Amérique latine et premier État noir indépendant.

Depuis son indépendance en 1804, les grandes puissances, avec la complicité de l'élite haïtienne, n'ont cessé de maintenir Haïti dans la misère et l'oppression : « invasions militaires, embargos économiques, blocus, demandes de réparations, barrières commerciales, [... et] une série de dictateurs noirs armés par les États-Unis [\[1\]](#) ». On a parallèlement dépeint les Haïtiens comme un peuple violent et corrompu, aux prises avec une tradition dictatoriale inhérente à leur soi-disant caractère, violent et corrompu.

Si toutes les dictatures ont joui du soutien des « amis » d'Haïti, surtout des États-Unis, Jean-Bertrand Aristide a été le premier président à bénéficier du soutien populaire. En 1990, presque 200 ans après l'indépendance, il a été le premier président haïtien élu démocratiquement de toute l'histoire du pays. Il a été élu à deux reprises, par une forte majorité d'Haïtiens, les plus pauvres, à qui il souhaitait redonner un minimum de dignité en améliorant leurs conditions de vie.

À deux reprises, en 1991 et en 2004, il a été chassé du pouvoir par des coups d'État orchestrés et financés par des puissances étrangères. Les États-Unis, la France et le Canada ont participé, à divers degrés, au dernier coup d'État en 2004.

À la veille des élections haïtiennes, il convient de faire le parallèle entre les paroles et les actes de ces « vertueuses démocraties » qui ont oeuvré à tuer dans l'oeuf la démocratie haïtienne. Cet exercice ne semble pas avoir été fait par les médias dominants.

Cet article comporte deux parties. La première se concentre sur les États-Unis et le coup d'État de 1991, la deuxième sur le coup de 2004 et le rôle des États-Unis, de la France et du Canada.

La CIA et le coup d'État de 1991

« Dans les moments tragiques, les États-Unis d'Amérique prennent les devants et viennent en aide. C'est ce que nous sommes. C'est ce que nous faisons. Depuis des décennies le leadership des États-Unis a été fondé en partie sur le fait que nous n'utilisons pas notre puissance pour subjuguer les autres, nous l'utilisons pour les élever. » Barack Obama, « [Why Haiti Matters](#) », Newsweek, 15 janvier 2010

Dans la foulée du séisme du 12 janvier, les manifestations de solidarité fusaient de partout. La plus absurde a sans nul doute été celle des anciens présidents Bush et Clinton, « deux hommes voulant canaliser la compassion dans la bonne direction », [dixit George W. Bush en entrevue à CBS](#).

Faut-il rappeler que Jean-Bertrand Aristide, élu démocratiquement, a été chassé du pouvoir sous Bush père et fils ? Et qu'il a été ramené au pouvoir par l'administration Clinton en 1994, à condition de servir les intérêts néolibéraux des États-Unis et de l'élite haïtienne ?

En 1991, sous le règne de George Bush père, les États-Unis ont soutenu clandestinement le coup d'État contre Aristide par le biais de la CIA, laquelle a financé et entraîné les responsables du putsch. Devant les caméras, les États-Unis ont condamné ce coup qui « ne devait pas et n'allait pas réussir [2] ».

Pourtant, à peine quelques jours plus tard, la Maison-Blanche déclarait que la « restauration de l'ordre constitutionnel pourrait ne pas inclure le retour d'un président qui comptait sur le « règne de la populace » [3] ». On faisait alors référence aux « chimères », des gangs issus des bidonvilles et prétendument armés par Aristide et à ses ordres. Ce lien, nié entre autres par Aristide, n'a jamais été prouvé.

En réalité, ce qui inquiétait Washington et l'élite haïtienne était ce qu'Aristide représentait : « l'ascension des forces populaires [4] » de gauche. Comme l'explique Peter Hallward dans *Damming the Flood : Haiti, Aristide and the Politics of Containment*, « [à] la fin des années 1980, les États-Unis avaient déjà beaucoup d'expérience dans la promotion de la démocratie et le tenue d'élections dans diverses régions exploitées du monde ». Toutefois, malgré les 36 millions de dollars investis dans le candidat pro-étasunien Marc Bazin, les Haïtiens ont élu, avec une majorité écrasante, le candidat de gauche, Jean-Bertrand Aristide [5].

« La promotion de la démocratie des élites a rarement eu un résultat aussi désastreux [6]. » Les États-Unis promeuvent la démocratie dans le monde, à condition que les électeurs votent pour les bons candidats.

Aristide menaçait le statu quo, c'est à dire la domination économique du pays par une poignée de riches individus. Il a mis de l'avant des politiques favorables aux plus démunis et défavorables aux plus riches et à leurs alliés étasuniens : la hausse du salaire minimum, un programme d'alphabétisme, la baisse du prix des denrées alimentaires, la perception de frais d'importation, la hausse des impôts pour les riches, etc [7].

Quelques mois après le coup, le président de facto Raoul Cédras et sa junte militaire ont pourtant été qualifiés par la CIA de « groupe de leaders haïtiens des plus prometteurs à émerger depuis le renversement de la dictature des Duvalier en 1986 ». Toujours selon cet analyste, il n'existait « aucune preuve d'oppression sous le régime de Cédras » (Ibid., p. 40-41).

Sous ce régime, l'armée et le FRAPH, un groupe paramilitaire soutenu par la CIA, semblable aux Tontons Macoutes de l'époque des Duvalier, ont massacré à Raboteau et ailleurs, des partisans d'Aristide qui tentaient de le faire revenir au pays. « [...] [Raboteau](#) à Gonaïves dans le nord d'Haïti, [est] un quartier avec une longue histoire de

résistance à l'oppression par l'État ».

Cédras, nommé Commandant en Chef de l'armée par Aristide, aurait été une source de la CIA et Michel François, l'associé de Cédras a été [entraîné dans un établissement clandestin](#) de l'armée étasunienne. Faut-il s'étonner des éloges qu'ils ont reçu des analystes de la CIA ?

Retour d'Aristide sous conditions

En 1994, Aristide revient « grâce » à l'administration Clinton, sous certaines conditions réunies dans le Plan de Paris : l'amnistie pour les putschistes, la formation d'une nouvelle force policière contrôlée par les États-Unis, le partage du pouvoir avec une opposition pro-étasunienne ayant subi une cuisante défaite en 1990 et l'adoption de la plupart de leurs politiques conservatrices [8].

Fort de ces concessions, Bill Clinton a ordonné le déploiement de 20 000 marines pour forcer le départ du « groupe de leaders haïtiens des plus prometteurs », soudainement perçu pour ce qu'il était, le « régime le plus brutal et le plus violent de notre hémisphère, exécutant des enfants, violant des femmes, tuant des prêtres et assassinant des orphelins [9] ».

Le coup de 1991 et le retour d'Aristide en 1994, avec l'« aide » du gouvernement Clinton sont un exemple classique du *modus operandi* de l'Empire étasunien que décrit John Perkins dans son livre Les confessions d'un assassin financier.

Les dirigeants des pays en développement qui favorisent les intérêts de leur peuple au détriment des intérêts économiques des États-Unis sont d'abord soumis à la pression des « assassins financiers ». Ceux-ci tentent d'influencer les dirigeants à prendre des décisions favorables au développement économique du gouvernement et des entreprises des États-Unis, comme la privatisation de services publiques et des ressources naturelles.

S'ils échouent, c'est au tour des « chacals », les véritables assassins. Leur rôle est de tuer les chefs d'État récalcitrants ou de renverser les gouvernements insoumis. Perkins cite en exemple les anciens présidents du Panama et de l'Équateur Omar Torrijos et Jaime Roldós Aguilera, tous deux décédés dans des accidents d'avion douteux. Les coups d'État au Chili en 1973 et en Iran en 1953, sont d'autres exemples tristement célèbres.

Advenant l'échec des chacals, l'Empire utilise en dernier recours l'invasion armée. La récente invasion de l'Irak n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

Bien qu'elle ne soit jamais mentionnée dans les médias dominants, l'implication considérable de la CIA dans la vie politique haïtienne n'a rien de secret. Ce n'est pas non plus ce que l'on se plaît trop souvent à qualifier de « théorie de conspiration ». Il s'agit plutôt d'un pan incontournable de l'histoire haïtienne, essentiel à sa compréhension. Pourtant, chercher ne serait-ce qu'un article de 2010 dans les journaux dominants contenant « Haïti » et « CIA » s'avère une mission impossible.

Voici le résumé d'un article paru dans le Southwestern Journal of Law and Trade in the Americas, publié par la Southwestern University School of Law en 1996 :

Depuis environ 40 ans, la Central Intelligence Agency [CIA] des États-Unis a réalisé des interventions en Haïti, le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental [10]. La CIA : a formé, financé et équipé l'armée haïtienne corrompue, créé le SIN [Service d'Intelligence National], un service de renseignements impliqué dans le trafic de

drogue et la violence politique ; a enquêté et fait de fausses déclarations à propos du président haïtien élu démocratiquement ; soutenu financièrement et protégé des individus et des groupes responsables du coup militaire et ses retombées, incluant le FRAPH, le groupe paramilitaire violent responsable de milliers de violations des droits humains ; et s'est interposé dans la mission de l'ONU établie pour réinstaurer le gouvernement légitime en Haïti [11].

Ces opérations clandestines, confirmées par des sources crédibles, sont toutefois soit ignorées, soit passées sous silence par les médias et les membres du Congrès, comme le [Comité des affaires étrangères du Sénat](#), qui, « depuis sa création en 1816, a joué un rôle crucial dans l'élaboration de la politique étrangère étasunienne », et est dédié à « servir les intérêts des États-Unis dans le monde ».

Le 10 juin 2010, un membre de ce comité, le sénateur Richard Lugar, a accouché d'un rapport intitulé [Haïti : pas de leadership à pas d'élections](#). On peut y lire ce qui suit :

Les leçons apprises en Irak et en Afghanistan démontrent que les plus grandes contraintes à la reconstruction des pays dévastés, par la guerre ou autrement, est l'absence d'un leadership fort et transparent. Des élections libres et au moment opportun renforcent la légitimité et l'appui populaire dont jouit tout gouvernement et cela est particulièrement important en Haïti puisque le pays affronte un désastre naturel et une longue tradition de gouvernance instable [...] Notre gouvernement comprend la détresse des Haïtiens : l'aide de nos militaires, de nos diplomates et de nos experts en développement fournie dans la foulée du désastre l'a démontré [...]

Le 16 décembre 1990, le gouvernement provisoire du président Ertha Pascal-Trouillot a tenu ce que l'on croit être les premières élections libres et honnêtes de l'histoire d'Haïti et lesquelles ont mené à l'élection de Jean-Bertrand Aristide comme président avec 67 pour cent des voix. En septembre 1991, il a été renversé par un coup d'État militaire et n'est pas retourné au pouvoir avant octobre 1994, sous la protection de quelque 20 000 troupes étasuniennes. [...] Cependant, toutes les élections tenues sous Aristide et René Préval ont été marquées par de prétendues irrégularités, un faible taux de participation et des boycotts de l'opposition.

Ce rapport est un exemple parfait de propagande. Il est truffé de demi-vérités, de mensonges et d'omissions :

- ▶ on fait abstraction de toute responsabilité des États-Unis dans la dévastation des pays mentionnés ;
 - on ne mentionne pas que la « longue tradition de gouvernance instable » en Haïti a été entretenue par les États-Unis ;
- ▶ on ne mentionne pas que le coup d'État de 1991 a été financé et orchestré par la CIA ;
- ▶ on omet de spécifier qu'Aristide est retourné en 1994 à condition de respecter le programme néolibéral étasunien et de l'élite haïtienne ;
- ▶ on tait le fait que les élections de 1991 marquées par des « irrégularités, un faible taux de participation et des boycotts de l'opposition » ont eu lieu en présence d'observateurs de l'ONU (Groupe d'observateurs des Nations Unies pour la vérification des élections en Haïti, ONUVEH) et de l'Organisation des États Américains (OEA), et que le taux de participation a été de 80 % [Une publication de l'ONU de juin 1991](#) offre une version différente de celle exprimée ci dessus :

La participation au scrutin du 16 décembre, lors duquel le président Aristide a été élu par une majorité écrasante, a été très forte. Les électeurs ont toutefois démontré une « relative apathie » lors du second tour le 20 janvier, pour

l'élection de sénateurs, de députés et de représentants locaux, rapporte l'ONUVEH. Malgré certaines irrégularités, la population a été en mesure "de voter librement et sans crainte" à l'instar du premier tour [...]

Le rapport mentionne également le dernier coup d'État contre Jean-Bertrand Aristide : « Le 29 février 2004 Jean-Bertrand Aristide a été forcé de démissionner avant la fin de son mandat. ». Demi-vérité et omissions ici encore : Aristide a été littéralement kidnappé par des soldats de Forces spéciales des États-Unis, comme le relate un des témoins, le pilote d'hélicoptère du président, Frantz Gabriel, dans [Haïti : l'insupportable souffrance](#), de Randall Robinson.

Si le coup de 1991 a été condamné haut et fort, même, hypocritement, par le gouvernement étasunien, le coup de 2004 a été accueilli par l'indifférence, presque applaudi. Pourquoi ? La propagande des ennemis d'Aristide, relayée par les médias, était devenue vérité : Jean-Bertrand Aristide, n'était rien d'autre qu'un dictateur, une réplique de Duvalier, un bourreau sanguinaire et il avait démissionné, « [sous la pression de la communauté internationale et après des semaines d'insurrection](#) ». Demandez aux Haïtiens les plus pauvres, soit la majorité d'entre eux, si ce portrait d'Aristide est juste, ils vous répondront sans hésiter « Mais pas du tout ! Pas du tout ! »

Les États-Unis, la France et le Canada ont mis plus que de la pression sur Aristide. Ils ont participé à cette 2e attaque contre la démocratie haïtienne. Il est essentiel de connaître les tenants et aboutissants de ce triste événement pour bien comprendre ce que signifie la « démocratie haïtienne » pour les gouvernements étrangers.

La deuxième partie de ce texte se consacrera à ce deuxième coup d'État. Il sera question de la diabolisation d'Aristide dans les médias, du financement occulte de l'insurrection et de l'opposition pro-étasunienne, ainsi que de la participation des États-Unis du Canada et de la France au coup d'État.

[Mondialisation](#) . Canada, le 29 octobre 2010.

[1] Randall Robinson, *An Unbroken Agony*, New York, BasicCivitas Books, 2007, p.18

[2] Cité dans Peter Hallward, *Damming the Flood. Haiti, Aristide and the Politics of Containment*. London, New York, Verso, 2007, p.40

[3] Ibid.

[4] Ibid., p.34

[5] Ibid., p.29

[6] Ibid, p.33

[7] Ibid.

[8] Ibid., p.50-51

[9] Ibid., p.51

[10] Cité dans Peter Hallward, *Damming the Flood. Haiti, Aristide and the Politics of Containment*. London, New York, Verso, 2007, p.40

[11] Kathleen Marie Whitney, « *SIN, FRAPH, and the CIA : U.S. Covert Action in Haiti* », *Southwestern Journal of Law and Trade in the Americas*, 1996.